

# Étude sur la maltraitance des tout-petits

## Intervenir quand cela compte

Raymond Villeneuve et Marie Rhéaume

*Respectivement président et directrice générale du Réseau pour un Québec Famille*

Ainsi donc, le Québec connaît une augmentation des signalements de maltraitance envers les très jeunes enfants, selon une étude dévoilée par l'Observatoire des tout-petits. Pour tous ceux qui, comme nous, aiment à croire que le Québec est « fou de ses enfants », ce genre de nouvelle cause un choc et nous amène à réfléchir aux solutions à mettre en place pour mieux protéger nos enfants mais également, et c'est tout aussi important, pour mieux accompagner les parents lorsqu'ils traversent des situations difficiles.

### **La maltraitance, un concept de mieux en mieux compris**

D'abord, mettre les chiffres en perspective. Si l'augmentation du nombre de signalements à la DPJ ne signifie pas obligatoirement que le nombre réel de comportements répréhensibles augmente, elle indique assurément que la société est plus vigilante envers les enjeux de maltraitance des enfants et plus prompte à dénoncer ces gestes. Par ailleurs, la notion même de ce qui constitue la maltraitance a évolué. Certains gestes considérés autrefois comme anodins (par exemple, une tape sur les fesses de son enfant) ne sont plus acceptés socialement aujourd'hui.

Bref, la norme sociale concernant la maltraitance des enfants a évolué, et c'est en soi une bonne nouvelle.

### **Mieux accompagner les parents**

Si la norme sociale a évolué, il faut faire en sorte que les services de soutien aux familles s'adaptent, et c'est sur cet aspect qu'il semble que nous ayons le plus de travail à faire.

Pendant la Semaine québécoise des familles qui s'est déroulée du 15 au 21 mai dernier, le Réseau pour un Québec famille a tenu un colloque dont le thème était « donner la parole aux familles ». Des spécialistes et intervenants de tous les milieux concernés par les services aux familles ont pu assister à cinq (5) groupes de discussion réunissant des parents d'enfants de tous âges et vivant des situations diverses. Ces parents, recrutés au hasard par une firme de sondage afin d'assurer leur représentativité, sont venus exposer candidement leurs réalités aux spécialistes invités.

Le constat fut brutal. Presque unanimement, ces parents ont expliqué qu'ils se sentaient souvent largués par un système qui ne réussit plus à fournir des services aux familles lorsque celles-ci en ont besoin. Soit les services ont été coupés dans les vagues successives de compressions budgétaires des dernières années, soit les délais sont tellement longs qu'ils forcent les parents à se tourner vers des solutions trop onéreuses pour la majorité d'entre eux.

Selon plusieurs des témoignages entendus, obtenir une évaluation pour un enfant qui montre des signes de troubles de déficit de l'attention (TDAH) peut prendre 18, voire 24 mois. Ou alors il faut payer des milliers de dollars pour l'obtenir dans le secteur privé. Et même une fois cette évaluation confirmée, cela ne veut pas dire qu'ils auront accès à des services pour autant.

Dès que leur enfant s'écarte un tant soit peu du modèle « régulier », le message que les parents reçoivent du système semble être « débrouillez-vous ».

Un père a expliqué avoir tenté d'obtenir du soutien psychologique pour son enfant qui semblait vivre une dépression. On lui a répondu à mots à peine couverts qu'il était impossible d'offrir un suivi, à moins que son enfant n'ait clairement exprimé des idées suicidaires. Or, le père cherchait justement à éviter d'en arriver là.

Une mère, dans un moment émouvant, a même confié qu'elle avait déjà contacté la DPJ pour qu'on l'aide avec son enfant aux prises avec des troubles graves de comportement. La démarche s'est retournée contre elle, car la DPJ a plutôt choisi d'ouvrir un signalement à son sujet.

Dans ce contexte, les parents n'ont souvent même plus le réflexe de chercher de l'aide, convaincus que le système ne pourra les aider. Non pas qu'ils doutent de l'engagement des professionnels qui travaillent d'arrache-pied pour fournir les services ; ils ont tout simplement l'impression qu'ils n'y auront pas accès.

Bien sûr, tout un réseau d'organismes communautaires est là pour aider ces familles, mais leurs services sont souvent méconnus, ou alors on pense à tort qu'ils ne s'adressent qu'aux clientèles les plus démunies.

Les parents sont cependant résilients. Ils ne demandent pas la lune. Ils sont prêts à faire de nombreux sacrifices pour donner toutes les chances à leur enfant de s'épanouir. Tout ce qu'ils souhaitent, c'est qu'il y ait une porte où cogner lorsque les choses ne se passent pas selon le scénario idéal. Et qu'il y ait quelqu'un de l'autre côté qui ouvre cette porte.

Les données révélées par l'Observatoire des tout-petits démontrent que tenir cette porte fermée n'est pas sans conséquence, et qu'il est collectivement de notre devoir de mieux soutenir les familles si l'on veut prévenir la maltraitance. Pas 18 ou 24 mois plus tard. Au moment où elles en ont besoin.

### **À propos du Réseau pour un Québec Famille**

Le Réseau pour un Québec Famille regroupe des organismes nationaux soucieux de la situation des familles québécoises. Le Réseau pour un Québec Famille s'est donné comme objectif de devenir la voix des familles québécoises en faveur du développement de politiques publiques adaptées à leurs nouvelles réalités. ([www.quebecfamille.org](http://www.quebecfamille.org))